

Le GIPRI : discret et actif

Le GIPRI, traverse une période difficile. Les lettres précédentes le mentionnaient déjà. Pourtant, ce n'est pas une raison pour baisser les bras, et cet envoi démontre qu'il garde toute son énergie !

Les textes de cette Lettre n°4 mettent en évidence nos activités tant dans la recherche fondamentale ou théorique, que dans la recherche appliquée. Dans la recherche pour la paix comme ailleurs, la recherche appliquée, les cas d'école, n'avancent qu'adosés à une recherche théorique dynamique, innovante, prospective, sortant des sentiers battus.

L'eau et le conflit israélo palestinien

Nous avons parachevé notre étude pluriannuelle sur l'eau dans le conflit israélo-palestinien. Le livre *De l'eau et de la paix*, paru en juin chez l'Harmattan, rend compte de nos travaux, menés en association avec l'université de Genève, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (Maison de l'environnement) mais aussi avec des chercheurs israéliens et palestiniens. Cette recherche aurait été plus appliquée encore si les diplomaties concernées avaient bien voulu accompagner nos efforts. Ce dossier reste malheureusement au point mort, en dépit d'une rhétorique inconsistante curieusement nommée « processus de paix ». Or la question palestinienne porte et emporte plusieurs conflits majeurs, régionaux et internationaux. Tout se passe comme si les protagonistes, nonobstant leurs discours, voulaient le statu quo ou l'aggravation.

Destruction et reconstruction de l'université irakienne

L'Irak continue à occuper l'essentiel de nos énergies en 2008. Nous poursuivons notre programme de recherches BABYLONE sur la destruction de l'université irakienne. En juin et juillet, nous avons rédigé une requête en réponse à un appel à projets émanant conjointement du Fonds national suisse de la recherche scientifique et de la DDC (Direction de la Coopération et du Développement du Département Fédéral des Affaires Etrangères).

En août, nous avons consacré notre cours d'été à la question prospective « Quel Irak demain ? ». Des personnalités à la compétence reconnue ont apporté leurs contributions à nos efforts de compréhension, tels le Conseiller aux Etats suisse Dick Marti, rapporteur du Conseil de l'Europe sur les vols de la CIA et les lieux de détention secrets de terroristes présumés ; l'ancien haut fonctionnaire allemand de l'ONU Hans-Christoph Graf von Sponeck, en charge naguère du programme « Pétrole contre nourriture » en Irak ; ou les universitaires français Pierre-Jean Luizard et Jean-Pierre Filiu.

Tous ont apporté leurs connaissances précises, livré leurs appréciations, esquissé des pistes d'action, dialogué avec nos étudiants et avec nos hôtes venus d'Irak (voir en pages 2, 3 et 4). Plusieurs universitaires irakiens ont séjourné quelques jours ou semaines à Genève pour travailler avec nous à comprendre le passé et le présent pour préparer l'avenir. Nous espérons être en mesure, dans un proche futur, de mettre à disposition de nos lecteurs certaines interventions faites durant ce cours.

Rousseau et le dialogue entre les nations

La fin de l'été nous apporte une bonne nouvelle. Dans le cadre de l'appel à projets « 2012 ROUSSEAU POUR TOUS », la ville de Genève a retenu 30 propositions, dont la nôtre, relative à un séminaire de haut niveau intitulé ROUSSEAU, LA REPUBLIQUE, LA PAIX.

Les intervenants s'attacheront à mettre en évidence la singularité de la pensée de Jean-Jacques Rousseau, dont on célébrera en 2012 le tricentenaire de la naissance, à Genève. Avant Kant, Rousseau jette les fondements intellectuels et moraux du dialogue entre les nations, dont l'ONU est aujourd'hui la clé de voûte.

La fin de la Guerre Froide n'est pas la paix

Nous entendons parfois dire que la recherche pour la paix a moins de raisons d'être depuis la fin de la Guerre Froide. Cette idée est aussi fautive que dangereuse car la Guerre Froide se retrouve sous d'autres formes, nourrie de nouvelles menaces. Les conflits sont plus complexes, les causes plus intriquées, les modalités plus imbriquées, les enjeux à long terme plus cruciaux. Sauf à prendre pour argent comptant les stéréotypes diffusés quotidiennement à propos des conflits actuels, jouant sans cesse et sans pudeur sur l'unique registre du Bien et du Mal, des gentils et des méchants. ■

Jacques Diezi, président du GIPRI

L'avenir de l'Irak analysé au cours d'été du GIPRI

Les leçons d'un échec

Le GIPRI (Institut International de Recherches pour la Paix à Genève) a tenu son 20^e cours d'été du 11 au 22 août 2008 à Genève. Intitulée « Quel Irak demain ? », cette session visait une analyse et une prospective de la situation irakienne. Dans la leçon inaugurale, **Pierre-Jean Luizard**, spécialiste reconnu de l'Irak et auteur, entre autres, de « *La question irakienne* », a examiné non seulement les différents aspects de l'origine de l'Irak moderne, effondré en 2003, mais aussi les raisons de l'échec de la politique américaine depuis 2003 (plus de détails en page 4).

L'intervention du Professeur **Marcelo Kohén** (professeur de droit international à l'Institut universitaire des hautes études internationales et du développement, Genève), a fait la lumière sur les bases juridiques de l'administration de l'Irak après l'intervention militaire de la coalition conduite par les Etats-Unis, mettant en avant le caractère illicite du recours à la force par cette même coalition : « *L'intervention américo-britannique de 2003 est contraire au droit international (...) L'argumentaire juridique du Royaume-Uni et des Etats-Unis, a été d'interpréter des résolutions préalables du Conseil de Sécurité (résolution 678 de 1991 et résolution 1441 de 2002 du conseil de sécurité) (...) clairement en contradiction avec ces textes et avec la Charte des Nations-Unies* ». « *La présence américaine en Irak est le résultat d'une analyse qui voulait faire entorse à l'Histoire. Cette intervention militaire croyait régler la question en renversant un régime dictatorial, mais elle méconnaissait, non seulement la situation concrète de l'Irak mais aussi le fait qu'on ne change pas un pays par des interventions étrangères* ». Concernant la situation ultérieure, la résolution 1546 adoptée en 2004 a légalisé la présence étrangère en Irak. Selon le Professeur Kohén, nous ne sommes pas en présence d'un nouveau protectorat ou de l'application du régime de tutelle des Nations Unies, mais d'un retour à la politique impérialiste traditionnelle.

Dynamiques paradoxales entre irakité et déchirures

Myriam Benraad (Institut d'Études Politique de Paris/CERI) a présenté son travail de thèse effectué sur cinq années et ayant trait aux « *Dynamiques et recompositions identitaires en Irak occupé* ». En premier lieu, Myriam Benraad a, fait part de son examen des représentations collectives et trajectoires identitaires en milieu « arabe sunnite ». Ainsi, elle met en perspective le terrain irakien à travers une réflexion autour des concepts d'identité et de communauté : « *On tombe très facilement, quand il s'agit du Moyen-Orient, dans le fantasme de ces sociétés qui (...) devraient être appréhendées à travers les catégories consacrées des sciences sociales* ». Après avoir expliqué l'arrière plan théorique et méthodologique de son travail, Myriam Benraad a fait part de son regard critique envers la

tripartition simplificatrice et erronée de l'Irak (Sunnites, Chiites, Kurdes) induite par l'approche américaine à partir de 2003 : « *Il faut dépasser ce prisme ethno-confessionnel au profit d'une analyse plus nuancée de l'histoire irakienne et notamment de la période contemporaine (...) L'Irak est emblématique de ce que l'on pourrait qualifier de variabilité des identités (...) L'irakité n'a jamais cessé de s'affirmer et continue de marquer tous les segments de la société (...) Celle-ci est toujours mise en avant, même s'il est vrai qu'on assiste à des logiques de dissociation, de déchirure qui rendent les dynamiques à l'œuvre extrêmement paradoxales* ».

A sa suite, Monsieur **Curt Gasteyer** (directeur de l'Association pour la promotion et l'étude de la sécurité internationale, APESI), a dépeint les dimensions géopolitiques du terrorisme liant de manière concrète les relations internationales et la répartition des richesses mondiales, avec la présence de groupuscules armés en Irak ?

Enjeux et frontières de la guerre des Jihads

L'exposé remarqué de **Jean-Pierre Filiu** (professeur associé à l'Institut d'études politiques de Paris) a permis de mieux saisir les enjeux réels et les frontières de la guerre des Jihads en Irak. Son approche centrée sur la notion et la pratique du Jihad, le mène, avant tout, à rappeler la définition originelle du terme : « *un effort déterminé en vue d'un but* ». « *C'est le moyen, pour un fidèle, d'accomplir tous les devoirs de sa foi. Il peut être militaire, financier, humanitaire etc.* ». Ainsi, le professeur Filiu différencie le petit du grand Jihad. En effet, le premier se veut avant tout militaire, alors que le deuxième est un Jihad mystique, encourageant « *la lutte contre les forces du mal en chacun de soi* ». Il est ainsi la forme de Jihad la plus importante, mais également la plus oubliée. De plus, Jean-Pierre Filiu décrit les différents Jihads irakiens. Le Jihad sunnite, déstabilisé par l'invasion américaine, et qui produit une très grande violence. Le Jihad chiite, quant à lui, englobe deux catégories de combattants : les chiites s'engouffrant dans le « *wagon américain* », empreints de vengeance, et ceux faisant parti de la « *génération embargo* », n'ayant jamais quitté le pays et guidés par une extrême méfiance envers les Ayatollahs. Le 3^e Jihad, voué à disparaître du territoire irakien, est celui d'Al-Qaida. Filiu précise que ce Jihad n'existait pas en Irak avant l'invasion américaine. Le dernier Jihad, se trouve être de nature *apocalyptique* et composé exclusivement de chiites. Sans nier la grande quantité de violence à venir au sein du territoire irakien, découlant des différentes appréciations décrites ci-dessus, le professeur Filiu considère néanmoins que « *la solution sera irakienne et non pas séparatiste ou sécessionniste* ».

Analyse de l'anti-terrorisme

Ancien Procureur Général du Tessin, chargé, en 2005, par la commission européenne, d'enquêter sur les prisons secrètes de la CIA en sa qualité de Conseiller aux Etats de la Confédération, Monsieur **Dick Marty** a fait part tant de son expérience concrète que de son analyse de l'anti-terrorisme. (.....)

« *La délocalisation de la torture* » pratiquée par l'administration américaine et symbolisée par le pénitencier de Guantanamo, se trouve être illégale tant vis-à-vis du droit international que des droits nationaux de tous les pays impliqués. Du point de vue éthique, Monsieur Marty, précise, que sur les arrestations arbitraires et autres traitements inhumains, seul un détenu sur les 700 prisonniers de Guantanamo, a fait l'objet d'un procès. Quant à l'efficacité de telles méthodes, « *aucune preuve n'a été apportée que cela a porté un coup décisif au terrorisme ou à Al-Qaida (...)* Ce qu'on sait, en revanche, c'est qu'on a fait de ces personnes des combattants et surtout, qu'on leur a donné une légitimité : La légitimité de combattre un Etat qui est dans l'illégalité ».

La paix « en et avec l'Irak »

Monsieur **Hans-Christof von Sponeck**, ancien responsable de l'ONU pour le programme « pétrole contre nourriture » (poste duquel il a démissionné), œuvre, avec plusieurs personnalités, pour l'élaboration d'un plan de réconciliation nationale. Il a partagé avec son auditoire, durant deux journées, son expérience au sein des Nations Unies dans le cadre du programme « *Pétrole contre nourriture* », et ses propositions pour un éventuel plan de paix « en et avec l'Irak ». Son exposé a suscité aussi bien l'étonnement que l'admiration des personnes présentes. Ainsi, lorsque l'un des étudiants lui demande son avis à propos du point de vue adopté par plusieurs spécialistes selon lequel le but des Etats-Unis serait, en réalité, de faire en sorte que l'Irak retourne à un état « moyenâgeux », Monsieur von Sponeck ne manque pas de montrer son scepticisme face à de telles allégations : « *bien qu'il n'est pas exclu que certains fanatiques aient eu des projets allant dans ce sens, je ne peux pas imaginer qu'un groupe de personnes se soit réuni autour d'une table et soit arrivé à la conclusion qu'il fallait « ramener » l'Irak à une ère préindustrielle. (...) Imaginer qu'un plan tel que celui-ci ait pu être élaboré par une société se considérant comme civilisée, me donne beaucoup de mal* ».

Ressources humaines, intellectuelles et.... pétrolières

Monsieur **Mohammed Djelid**, chef du bureau de l'UNESCO à Amman, en charge de l'Irak, a dépeint l'ancrage des problèmes que rencontre le système éducatif irakien et les solutions à envisager. Ce thème plus spécifique, étant l'une des principales préoccupations du GIPRI, et de son projet BABYLONE lancé en 2006. Ce projet s'intéresse spécialement à l'impact de la crise internationale sur la formation académique en Irak et à la place de l'université dans la reconstruction de la société iraquienne.

Plusieurs universitaires irakiens conviés à intervenir et à transmettre leurs connaissances de spécialistes, ont insufflé de la sorte, une vue complète et pluraliste à cette 20^e édition. Les ressources pétrolières de l'Irak ont été présentées par le Professeur **Georges Gorin** (Université de Genève) et le Dr. **Govand Sherwani** (coordinateur général du ministère de l'éducation supérieure et de la recherche scientifique du Kurdistan). Un complément fort intéressant de l'analyse des enjeux dans la région.

La situation sanitaire en Irak a été dépeinte par le Dr. **Husen Taha** (Chef de l'équipe chirurgicale d'urgence du centre hospitalier des grands brûlés à Erbil, Kurdistan ak.) et Monsieur **Hakim Chkam** (représentant Médecins Sans Frontières).

Enfin, pour comprendre et discuter la situation de la Femme et ses enjeux, une rencontre a été organisée entre **Maria Roth-Bernasconi** (conseillère nationale), la délégation irakienne invitée et plusieurs représentantes d'organisations non gouvernementales oeuvrant pour la condition féminine et la Paix.

L'ensemble des interventions ayant été enregistrées, tout désir d'approfondissement pourra bientôt être comblé, en se rendant sur le site du GIPRI (www.gipri.ch).

Le 20^e cours d'été et le programme BABYLONE

Ce 20^e cours d'été consacré à l'Irak, a permis le renforcement des liens préexistants du GIPRI avec ses partenaires irakiens. Ces derniers se sont engagés une fois de plus à coopérer de manière active à la recherche, notamment à travers leur participation à des séances de travail organisées en partenariat avec « Médecins Sans Frontières » et la professeure émérite de la Haute Ecole de Gestion de Genève (HEG-GE), **Jacqueline Deschamps**. Cette 20^e édition a également consacré l'engagement du GIPRI envers la cause irakienne et montré que la fondation pouvait, sans nul doute, organiser plusieurs événements de qualité autour de cette question. La participation et la venue d'universitaires irakiens a, encore une fois (après le SEGUI de novembre 2007), été rendue possible, et cela, malgré tous les obstacles qu'une telle entreprise peut rencontrer. ■

Elyssa Labben et l'équipe du GIPRI

Pessimisme et optimisme sur l'avenir de l'Irak

Deux points de vue pour une même réalité, confuse, difficile et dont les enjeux sociopolitiques, géopolitiques et économiques dépassent de loin les frontières actuelles de l'Irak. Pierre-Jean Luizard est pessimiste, mais Myriam Benraad, a quelques raisons d'être plus optimiste.

Dans « *La question irakienne* » paru en 2002, Pierre-Jean Luizard, spécialiste d'histoire contemporaine de l'Islam dans les pays arabes du Moyen-Orient rappelait que Saddam Hussein n'était que le dernier avatar d'une histoire politique mouvementée, mise en place par la communauté internationale et fondée depuis 1920 sur une domination artificielle des sunnites sur la majorité chiite. Les revendications autonomistes kurdes, et les ennemis extérieurs comme l'Iran et les États-Unis sur fond de recherche de la maîtrise du pétrole, puis aujourd'hui, la chute du régime de Saddam Hussein et l'occupation américaine ont instauré une donne radicalement nouvelle aux conflits actuels de l'Irak sans laisser entrevoir de solutions durables. Même après l'annonce, le 1^{er} septembre, du retrait des forces américaines de la province d'Al-Anbar.

La déchirure est-elle inévitable ?

Pour Mohammad-Reza Djalili, professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève, et conseiller scientifique du GIPRI, ce retrait partiel représente « *une étape de plus vers une irakisation des forces de sécurité qui s'inscrit dans la stratégie du général américain Petraeus* ». Mais Pierre-Jean Luizard, fait remarquer que l'Irak n'a consacré que 1% de ses dépenses à la reconstruction, malgré un excédent budgétaire de 79 milliards de dollars apportés par le pétrole. Les rues et les ponts du centre de Bagdad ont été reconstruits, mais pas les services publics : pollution par les ordures non ramassées, malnutrition, santé préoccupante, restent le lot de ce pays occupé et divisé. « *Le gouvernement irakien est une coalition d'intérêts et est constitué de fiefs. Jusqu'à peu, les ministères avaient leur propre milice. Et chacun d'eux doit rendre des comptes au plan local en fonction de l'appartenance politique du ministre. Le pétrole, domaine de compétence d'un ministre chiite, a divisé davantage encore la classe politique. Il a servi à financer les partis politiques et les milices. Son trafic a par ailleurs explosé.* » (Cité par Stéphane Bussard dans le Journal Le Temps du 2 septembre 2008). Les divisions, entre autres religieuses, sont aussi un héritage de l'histoire.

La solution fédéraliste n'est-elle qu'une belle idée ?

Un héritage dont les enjeux sont analysés par Pierre-Jean Luizard dans son dernier livre paru cette année, « *Laïcités autoritaires en terres d'Islam* ». Depuis Bourguiba jusqu'à Saddam Hussein en passant par le chah d'Iran, « *les idées laïques et laïcisantes ont été perçues comme le corollaire de régimes dictatoriaux et/ou de la domination occidentale* ». La laïcisation et la modernisation imposées par le haut, souvent sans autre relais que l'armée, ont fait de l'idéal

laïque ou laïcisant un repoussoir pour des sociétés bâillonnées. Même en Turquie où les efforts de démocratisation ont accompagné cette transition. Les chiites d'Irak, majoritaires dans la population mais en situation de minorité juridique, subirent une législation discriminatoire, furent souvent déçus de leur nationalité et féroce ment massacrés. Une situation qui laisse des traces très vivaces. Et, Pierre-Jean Luizard de rappeler « *l'identité religieuse est devenue l'arme privilégiée de sociétés qui n'ont pas d'autres moyens pour affirmer leur souveraineté* ». En conséquence, il ne voit pas une issue à la crise dans la solution fédéraliste: « *C'est une belle idée. Mais une majorité d'Arabes, même chiites, y sont hostiles, car elle serait imposée par la force et risquerait de pérenniser les affrontements.* »

Aujourd'hui en Irak, « *de nombreux hôpitaux sont encore sous la coupe des partis chiites. De nombreux sunnites préfèrent se laisser mourir chez eux plutôt que de courir le danger de se rendre dans un hôpital.* ». Seule lueur d'espoir pour Pierre-Jean Luizard : le monde académique et scolaire. Tant à l'université qu'à l'école, les cours ont repris, surtout dans les zones dépendant d'un seul ministre.

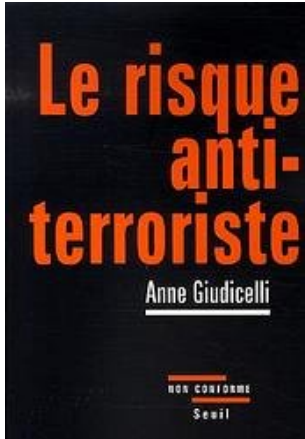
L'irakité au-delà des clivages ethniques et religieux

Le travail de Myriam Benraad (Institut d'Études Politiques de Paris/CERI) sur les « *Dynamiques et recompositions identitaires en Irak occupé* » donne, quant à lui, une interprétation et un regard différents sur les événements passés, présents et futurs. Contrairement à Pierre-Jean Luizard, Myriam Benraad ne pense pas que le conflit civil actuel en Irak soit d'ordre ethnique ou confessionnel, ou qu'il soit un produit mécanique de l'histoire. L'auteure conteste l'approche qui affirme que la déchirure était inévitable. Selon elle, le chaos a été induit par la politique mise en œuvre par l'administration américaine dès 2003 ; il n'était pas un corollaire inévitable du renversement du régime de Saddam Hussein. Nonobstant les vagues de répression sur les populations kurdes et chiites, Myriam Benraad confirme son point de vue, s'inscrivant ainsi en porte-à-faux face à une analyse du régime bassiste qui décrirait une avant-garde sunnite « à l'abri » ayant réprimé le reste de la population : « *Il s'agit de reconnaître que la tyrannie bassiste a été le fait d'un seul homme contre l'ensemble de sa population (...) cette tyrannie s'est exacerbé dans les années 1980-90 puisque le régime a été réduit à un régime de survie* ».

En ce qui concerne la probabilité d'une solution fédéraliste, Myriam Benraad ne se prononce pas directement là-dessus, mais donne des pistes émanant de son expérience de terrain. Son travail « d'observation participante » lui a permis d'examiner le discours général des opposants à partir de 2003. Celui-ci s'est avéré être d'avantage axé sur un registre nationaliste et patriotique. Il en ressort une certaine pérennité de l'irakité, qui selon la chercheuse, n'a jamais cessé d'exister. « *On ne peut pas réduire le discours des acteurs à néant lorsqu'on a une récurrence lourde (...) On lutte pour l'Irak avant de lutter sous une étiquette chiite ou sunnite* ». ■

Elyssa Labben & Françoise Bieri Hirlemann

Le risque anti-terroriste



Anne Giudicelli
Editions Seuil, 2007

Et si une mauvaise compréhension du terrorisme constituait une menace aussi grave que le terrorisme lui-même ?

Ex-chargée de mission au ministère des Affaires étrangères français, après avoir été journaliste d'investigation, Anne Giudicelli est aujourd'hui experte indépendante au sein de TERRORISC, agence qu'elle a créée. Son livre témoigne d'un besoin pressant d'alerter la conscience civique, à défaut d'avoir infléchi la perception des administrations françaises : « *Présence et évolution de l'islamisme radical en Europe occidentale. Evaluation du risque terroriste*, Ministère de la Défense, 2006. », le rapport que j'ai établi pour une des administrations de l'Etat français sur ce sujet, et dont cet ouvrage s'inspire, doit dormir comme d'autres dans un tiroir. Pourquoi ? » (p.11) Soucieuse de contredire des stéréotypes dangereux, l'auteure dénonce à bon escient l'arrogance occidentale.

« Un document daté d'avril 2004, qui continue à faire référence au sein de la mouvance clandestine, diffusé par une des revues internes de la branche saoudienne d'Al Qaïda, est le premier à formaliser très précisément ce virage stratégique en instituant les catégories et les nationalités rentrant dans la chaîne de responsabilités. Les cibles sont ainsi listées par ordre hiérarchique, et regroupées en trois typologies. (p 24-25) » Le discours islamiste est le miroir d'une certaine arrogance « occidentale » dans la prétention à parler au nom de l'humanité : « notre *oumma* est la plus apte parmi toutes les nations à réaliser la justice et la sécurité recherchées par l'humanité. (p 32) » La conversion du juif américain originaire de Californie, Adam Pearlman Gadahn, devenu Azzam Al-Amriki (Azzam l'Américain) est une aubaine pour Al Qaïda. Les réponses strictement sécuritaires sont pratiquement insuffisantes et théoriquement fragiles : « L'Union (européenne) (...) établit un socle commun pour les peines et sanctions en matière d'infractions terroristes et adopte une définition commune du terrorisme – « association structurée de plus de deux personnes, établie dans le temps, et agissant de façon concertée en vue de commettre des infractions terroristes » - qui se réfère explicitement à l'intentionnalité de l'acte sans pour autant préciser ce qui constitue une « infraction terroriste. » (p 63)»

La sphère intellectuelle terroriste combine en effet référence à la tradition et adaptation à la modernité : « Exigeant le détachement de la société nationale, il est en

revanche ouvert à l'international et à son business : le salafiste, sous couvert de ses activités commerciales, peut se déplacer plus facilement, même s'il se sait fiché et surveillé...Le recours aux nouvelles technologies de communication favorise ses contacts ; enfin, la réussite sociale est valorisée : elle confère un statut d'« élu » auprès de Dieu qui récompense le fidèle pour sa ferveur et sa bonne pratique de la doctrine (p 91). » La religion est davantage une justification qu'une cause réelle : « c'est bien le répertoire du djihad qui mène à l'islam et non l'inverse (p 92). »

Anne Giudicelli note à propos que l'Europe doit, au niveau international, « adopter une ligne plus équilibrée (p 110) » -en clair, moins alignée sur la vision des Etats-Unis).

Reste que le raisonnement achoppe sur une difficulté réelle : le passage de la relation interpersonnelle au rapport entre sociétés. La pratique privée de l'interculturalité, le goût de l'altérité, l'évocation de la « question identitaire » sont des références théoriques imparfaites. Le mérite de l'auteure reste de chercher à dépasser les perceptions communes. ■

Gabriel Galice

La révolution Wikipedia



Pierre Gourdain, Florence O'Kelly, Béatrice Roman-Amat, Delphine Soulas, Tassilo von Droste zu Hülshoff sous la direction et avec une préface de Pierre Assouline
Mille et une nuits, 2007

Dans la préface à cette enquête révélatrice de nos rapports à l'information trouvée rapidement sur Internet, Pierre Assouline ne cache pas son opinion sur l'encyclopédie en ligne -qui « favorise la paresse intellectuelle »-, sur la vision des créateurs de Wikipedia, - « une utopie philosophique bien adaptée à notre temps de démocratie participative, selon laquelle la vérité jaillirait nécessairement de l'accumulation des connaissances »-, ni son point de vue sur le résultat : « l'encyclopédie collaborative en ligne est aux encyclopédies ce que la démocratie d'opinion est à la démocratie parlementaire ». Au-delà de l'analyse du phénoménal succès de l'encyclopédie en ligne, c'est à une réflexion sur nos sources d'information et la nécessité de vigilance et d'esprit critique que ce petit livre bien documenté invite le lecteur. ■

Françoise Bieri Hirlemann

Genève sélectionne le projet du GIPRI pour ROUSSEAU 2012.

Le département de la culture de la Ville de Genève va commémorer en 2012 le tricentenaire de la naissance de Jean-Jacques Rousseau à Genève en 1712. Pour cette occasion, un appel à projets a été lancé sous l'appellation « ROUSSEAU POUR TOUS ». Le GIPRI a soumis un projet de séminaire sur le thème « ROUSSEAU, LA REPUBLIQUE, LA PAIX ».

Un des citoyens les plus illustres de Genève a contribué à tous les domaines du savoir (littérature, philosophie, éducation, droit, musique, botanique...). Mais, c'est moins connu, Rousseau est en outre un chaînon entre le projet de paix perpétuelle de l'Abbé de Saint-Pierre et le Traité de paix perpétuelle d'Emmanuel Kant. Les manuscrits de l'Abbé avaient été confiés à Rousseau par son neveu, le Comte de Saint-Pierre. L'ensemble est connu sous la dénomination « Ecrits sur l'Abbé de Saint-Pierre » (p.561 à 563 du volume III des Oeuvres complètes de Rousseau dans la Bibliothèque de la Pléiade).

La cohésion sociale interne, sous nom de République, a pour pendant la paix internationale entre les nations. Kant peut à bon droit être tenu pour un héritier de Rousseau et pour un promoteur de l'Organisation des Nations-Unies.

Le séminaire réunira des personnalités et des universitaires suisses et étrangers qui mettront en lumière les idées de Jean-Jacques Rousseau et leur intérêt pour la compréhension de l'ordre international contemporain.

L'Institut International de Recherches pour la Paix à Genève se devait d'être présent à ce rendez-vous. La pertinence de son projet pour l'histoire internationale de la Ville de Genève n'a pas échappé aux organisateurs des manifestations organisées en 2012 en l'honneur de Jean-Jacques Rousseau. ■

INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHES POUR LA PAIX A GENEVE (GIPRI)

Présidente du comité d'honneur : J. Berenstein-Wavre
Bureau de la Fondation : J. Diezi (prés.), J. Goldblat (vice-prés.), M. Kohen (secr.), G. Harigel (trésorier), F. Bieri-Hirlemann (chargée de publications)

Collaborateurs : G. Galice (directeur), Christine Demierre, adjointe à la direction, Y. Jänchen (cheffe de projet), Elyssa Labben, stagiaire, F. Lghazaoui (traducteur),



Le Dr. Gabriel Galice, directeur du GIPRI, commente le projet « ROUSSEAU, LA REPUBLIQUE, LA PAIX », lors de la Conférence de presse organisée par la Ville de Genève le 16 septembre 2008

Pour recevoir directement une copie de cette lettre, il vous suffit d'en faire la demande par mail à Christine Demierre c.demierre@gcsp.ch.

Les opinions exprimées dans cette lettre n'engagent que leurs auteurs.